



En Partenariat avec l'ambassade du Portugal en France dans le cadre de la présidence portugaise de l'UE

Chères amies, chers amis,

Nous sommes très heureux de vous retrouver au rythme de EuropeInfoHebdo.

Nous vous prions de trouver dans cette newsletter un panorama synthétique et analytique des développements politiques dans trois domaines de l'actualité européenne que nous suivons tout particulièrement : l'état de l'Etat de droit, le Green Deal et les évolutions géopolitiques.

Bonne lecture !

Elise Bernard
Edouard Gaudot
Avec la précieuse assistance de Raphaël Cario
Pour EuropaNova Academia

Inscrivez-vous à notre analyse hebdomadaire

Notre analyse de la nouvelle présidence portugaise par
C-M Alves



L'état de l'État de droit

La démocratie ne se limite pas aux institutions, ou à la tenue d'élections, elle repose aussi sur la possibilité des citoyens à débattre entre eux des choix de société. C'est ainsi que s'explique l'importance de l'espace public et des médias indépendants, pluralistes et accessibles, dans une démocratie. Pour ces raisons, les responsables européens **fait part de leur préoccupation** devant les restrictions imposées à la liberté des médias par le gouvernement et suite contre **la fermeture de Klubrádió** (cf notre [analyse](#) la semaine dernière), la plus **grande radio d'opposition hongroise**.

- **Le radiodiffuseur, critique envers M. Orbán** et le parti conservateur Fidesz au pouvoir, [a perdu](#) la semaine dernière un procès dans lequel il cherchait à faire annuler une décision de l'autorité hongroise de régulation des médias de ne pas renouveler sa licence d'exploitation.
- **Cette décision contre Klubradio intervient après des années de pression sur les médias.** L'année dernière, Index, le portail d'information indépendant le plus respecté du pays, [a été](#), de fait, repris par des proches d'Orbán. En 2018, la fusion de près de 500 organes d'information pro-gouvernementaux sous la direction d'une seule fondation a encore consolidé le contrôle exercé par les personnalités pro-gouvernementales.
- **Ailleurs en Europe, d'autres attaques contre les libertés de la presse préoccupent** les institutions.
 - En Pologne, les **médias indépendants ont suspendu leur couverture** de l'actualité et les pages web des principaux organismes de presse du pays la semaine dernière pour protester contre une nouvelle taxe sur la publicité qui, selon les radiodiffuseurs et les éditeurs, ne vise pas à collecter des fonds mais à porter atteinte à la liberté de la presse.
 - En Slovénie, le premier ministre, Janez Janša, dont le pays assumera la présidence tourmente du Conseil de l'UE au 2e semestre, [a attaqué publiquement et à plusieurs reprises les principaux médias publics](#) du pays. Le financement public de l'agence de presse a également été temporairement interrompu à la fin de l'année dernière, suscitant des craintes quant à son avenir.

Le président biélorusse Loukachenko [a inauguré](#) une "Assemblée du

peuple", jeudi 11 février, invitant 2 700 personnes à débattre des réformes politiques dans ce que les opposants ont qualifié de simulacre destiné à l'aider à s'accrocher au pouvoir.

- A. Loukachenko a déclaré que l'assemblée pourrait **discuter de projets de réformes constitutionnelles** et des représentants des autorités ont laissé entendre qu'une amnistie pour les prisonniers politiques serait possible.
- Cet événement de deux jours devrait **déclencher de nouvelles manifestations**, qui durent depuis des mois, mais dont l'ampleur a diminué depuis le mois d'août.
- **"Loukachenko rassemble les loyalistes** à la soi-disant Assemblée populaire de toute la Biélorussie pour **légitimer son usurpation** auprès du peuple", a déclaré Franak Viacorka, conseiller de la figure d'opposition en exil Svetlana Tikhanovskaya.



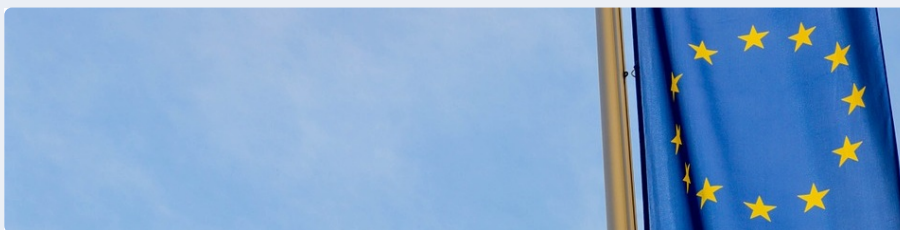
“ De nombreux courants politiques instrumentalisent les droits, notamment des minorités et des plus faibles, pour se faire élire puis se maintenir au pouvoir ”

Entretien avec **Gwendoline Delbos-Corfield**

Par Edouard Gaudot, avec l'aide de Raphaël Cario

EuropaNova Academia

Entretien avec Gwendoline Delbos-Corfield (MEP, Green/ALDE)



Europe Géopolitique

Dans le cadre de la présidence portugaise du Conseil de l'UE, António Costa, Premier ministre du Portugal, a participé au sommet des chefs d'États du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger), des 15 et 16 février. Celui-ci a souligné que la région du Sahel « est stratégique pour l'Union européenne », et que malheureusement, les succès obtenus ne sont pas suffisants. L'objectif **doit être le rétablissement total des structures et des services essentiels** de l'État que sont l'éducation, la santé, la protection sociale, la sécurité et la justice.

- « **L'Afrique sera toujours une priorité pour le Portugal** (...) c'est pour cette raison que nous devons travailler ensemble, sur un terrain d'égalité, avec un objectif très clair : atteindre une paix durable et construire ensemble une prospérité partagée».
- Dans le cadre spécifique du prochain sommet UE - Union africaine, que la présidence portugaise souhaite réaliser aussi rapidement que possible, António Costa a rappelé qu'il est nécessaire d'approfondir la coopération entre les deux continents.

10 points sur l'espace géopolitique Afrique/Europe, points de départ pour une relation innovante à construire

Sous la présidence du ministre d'État et des Finances portugais, João Leão, les ministres européens ont débattu au sujet de l'articulation des efforts de l'UE et de ses États membres en matière d'aide aux pays en développement, afin de contrer les difficultés de financement de la reprise et atténuer les conséquences socioéconomiques de la crise pandémique.

- Le secrétaire d'État portugais aux Affaires étrangères et à la Coopération, Francisco André, **a accompagné la discussion sur l'initiative de**

[l'UE](#), présentée ce mercredi, [pour la relance au niveau mondial](#), présentée aujourd'hui par la Commissaire européenne aux Partenariats internationaux, Jutta Urpilainen.

- Ce débat s'inscrit dans la foulée des **conclusions sur l'allègement de la dette internationale**, en particulier pour les pays africains, combinés aux objectifs de développement durable.

Stéphane Séjourné, eurodéputé Renew et chef de file des élus LREM à Bruxelles explique dans une [tribune](#) au JDD "**Pourquoi [il] ne voterait pas l'accord Europe-Chine**".

- Depuis l'annonce d'un accord d'investissement entre l'Europe et la Chine fin décembre, **l'Union européenne « a enfin un levier pour agir sur la situation inacceptable des Ouïgours** intermés de force dans les camps de travail de la province du Xinjiang, en Chine. [...]
- Je ne voterai pas l'accord d'investissement tant que ce pays n'aura pas ratifié les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail relatives au travail forcé. »

Conversation européenne #19: 'L'Europe face au défi chinois' avec Alice Ekman, Mathieu Duchâtel et Edouard Gaudot



Green Deal

Dans un contexte où les grandes entreprises n'hésitent pas à porter plainte contre les États dont les décisions de réglementation pourraient léser leurs intérêts économiques, les **États membres se divisent sur le projet de refonte d'un traité international sur l'énergie**, craignant qu'il ne donne lieu à des poursuites judiciaires pour forcer le passage du charbon aux énergies vertes.

- Le [traité sur la charte de l'énergie](#), **devait renforcer la coopération énergétique transfrontalière**, comprend une disposition sur la préservation des investissements visant à protéger les entreprises contre les décisions politiques arbitraires. Cette disposition avait peut-être un sens au début des années 1990 pour attirer les investisseurs de l'autre côté du rideau de fer, mais elle fait aujourd'hui **courir le risque que des gouvernements soient poursuivis pour des décisions de réduction des émissions** affectant les investissements dans des projets tels que les centrales électriques au charbon.
- Aujourd'hui **ces contentieux ralentissent la transition énergétique**. Par exemple, Le géant allemand de l'énergie RWE a [utilisé](#) le traité pour demander aux Pays-Bas **une compensation de 1,4 milliard d'euros** pour l'élimination progressive du charbon de son mix énergétique d'ici 2030.
- La Commission européenne tente de renégocier le pacte afin qu'il corresponde mieux aux priorités actuelles. Elle a présenté sa position de négociation lundi et les discussions sur **la réforme du traité se dérouleront du 2 au 5 mars**.
- Après consultations, la Commission a proposé notamment de continuer à protéger les **projets existants - et certains nouveaux investissements - dans les fossiles pendant dix ans**.
- Devant ces blocages, certains États membres [défendent un retrait unilatéral](#) du traité.
 - Dans une [lettre](#) de décembre 2020 à la Commission, **les ministres français se sont plaints de la lenteur des discussions** sur la modernisation et ont exhorté l'UE à abandonner l'accord si aucun "progrès décisif" n'est réalisé d'ici la fin de l'année.
 - **L'Espagne pourrait également quitter le traité** si celui-ci ne peut pas être rapidement mis en conformité avec les ambitions écologiques de l'UE, a [déclaré](#) la vice-première ministre Teresa Ribera à Politico.

La Commission européenne a [présenté](#), le 12 février, ses **critères d'évaluation de la durabilité des plans de relance** nationaux pour les États souhaitant accéder aux fonds européens du RRF, [voté](#) la semaine dernière.

- Bruxelles notera de « A à C » les plans nationaux. Si 37 % des dépenses nationales doivent être fléchées vers le climat, **100 % devront respecter un principe d'innocuité environnementale** (« do no significant harm principle »), décliné selon les six objectifs de la taxonomie « verte ».
- **Retrouvez notre [entretien](#) avec Pascal Canfin**, président de la commission environnement du PE à l'origine de la taxonomie verte.

La BCE pourrait devenir un acteur majeur de la transition énergétique. Car elle dispose d'un réel « espace politique et juridique pour l'action climatique » [écrit](#) Frank Elderson, membre du directoire de la BCE :

- « La lutte contre le changement climatique n'était pas une question urgente lorsque le mandat de la BCE a été rédigé. Pourtant, ses auteurs nous ont judicieusement fourni des règles et des principes sur ce que nous sommes tenus de faire, ce que nous pouvons faire et **où se situent les limites de notre responsabilité pour faire face aux défis futurs, y compris le changement climatique.**
- **Premièrement**, l'objectif principal de la BCE est de maintenir la stabilité des prix. **Le changement climatique peut avoir un effet direct sur l'inflation.** Ces questions sont clairement au cœur de notre mandat.
- **Deuxièmement**, les traités ont donné à la **BCE l'obligation de "soutenir les politiques économiques générales dans l'Union" [...]**, ce qui **inclut la contribution au "développement durable** de l'Europe fondé sur [...] un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement".
- Il ressort d'une lecture attentive des traités qu'ils délimitent un espace politique vital au sein duquel nous devons maintenant prendre nos décisions. »

Les députés européens [ont adopté](#) une série de **propositions ambitieuses sur le plan d'action de l'UE pour l'économie circulaire**, notamment des appels à l'introduction d'objectifs obligatoires pour réduire les déchets.

- La motion, qui a été adoptée par 574 voix pour, 22 contre et 95 abstentions, demande à la Commission européenne **de fixer des objectifs contraignants pour 2030 concernant l'utilisation des matériaux** et l'empreinte de consommation de tous les produits mis sur le marché de l'UE.
- Dans leur rapport, les députés ont demandé à la Commission d'introduire cette année une **législation visant à élargir le champ d'application de la directive sur l'écoconception** afin d'inclure les produits non énergétiques, en veillant à ce que ceux-ci soient conçus pour être plus durables, faciles à réparer, à améliorer et à recycler.
- "Ce sont des **demandes très claires du Parlement pour faire de l'économie circulaire une réalité** et pour mettre en œuvre le Green Deal. J'attends de la Commission qu'elle présente cette année des propositions législatives ambitieuses", [a déclaré](#) Anna Cavazzini, députée européenne verte présidente de la commission du marché intérieur.

L'UE envisage de mettre **un frein à la spéculation sur le plus grand marché du carbone au monde**, où des prix records ont attiré les fonds spéculatifs [rapporte](#) Bloomberg.

- Les **permis d'émission de l'UE ont atteint jeudi un sommet historique de 40,12 euros**, portant leurs gains à environ 70 % au cours de l'année écoulée. Ce gain est en partie dû aux grands investisseurs qui spéculent sur le marché. Le programme européen de plafonnement et d'échange, lancé en 2005, est le principal **outil politique dont dispose la région pour réduire ses émissions.**
- Les fonds d'investissement sont en effet autorisés à acheter et vendre des permis, au même titre que les 11 000 installations consommatrices couvertes par le marché européen du carbone (EU ETS).
- La Commission européenne, **pourrait introduire une limite sur le nombre de quotas de CO2 que peuvent détenir les investisseurs** dans un registre central du système d'échange de quotas d'émission. Cela permettrait d'éviter que les investisseurs financiers n'exercent une trop grande influence sur le marché.
- **Retrouvez notre [étude](#) sur le marché européen du carbone.**

« European Green Deal & Trade Policy, focus on the Carbon Border Adjustment Mechanism »

By Antoine Latran
Under the direction of Elise Bernard



European Green Deal & Trade Policy, focus on the Carbon Border Adjustment Mechanism

En Partenariat avec l'ambassade du Portugal en France dans le cadre de la présidence portugaise de l'UE



EuropaNova
64bis avenue de New York
75016 PARIS
contact@europanova.eu



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur EuropaNova.

[Se désinscrire](#)

